



# idées&débats

## L'urgence d'un Green Deal pour libérer l'Europe de la contrainte pétrolière

LA CHRONIQUE  
DU CERCLE  
DES ÉCONOMISTES

de Patrice Geoffron

**L**a politique de l'énergie et la diplomatie de Donald Trump ont bouleversé les fondamentaux du marché pétrolier, tant du côté de l'offre que de la demande.

Concernant l'offre, l'encouragement à une exploitation décomplexée du pétrole de schiste (amorcée sous Obama) a porté les Etats-Unis au premier rang mondial des producteurs. En 2030, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production pourrait y croître d'au moins 50 %, aux alentours de 20 millions de barils par jour, presque autant que l'Arabie saoudite et la Russie réunies. En parallèle, la politique moyen-orientale des Etats-Unis fait peser des incertitudes multiples sur la production iranienne, irakienne et sur les sites saoudiens par « ricochet ». Tant que planera une menace de conflit dans le détroit d'Ormuz, un emballement des prix très au-delà de 100 dollars/baril restera plausible. Mais, pour l'heure, le pétrole états-unien suffit à maintenir les cours aux alentours de 60 dollars, sans capacité de l'Opep et de la Russie (pourtant coalisées) à les faire remonter vers les 80 dollars et au-delà (comme au début de la décennie 2010).

Concernant la demande, la guerre froide commerciale entre les

Etats-Unis et la Chine a également pesé sur les volumes. Pour le futur, même après concrétisation d'un accord, la défiance de Donald Trump à l'égard du libre-échange n'est pas favorable au « commerce lointain », ce qui crée des risques de résurgence de conflits commerciaux. Ces facteurs rendent la demande de pétrole plus incertaine encore à l'amorce de cette nouvelle décennie, d'autant que la lutte contre le changement climatique fait émerger (à un rythme certes insuffisant) des technologies de substitution : à nouveau selon l'AIE, en 2030, la consommation de pétrole pourrait varier de 110 à 80 millions de barils par jour, selon l'intensité de la lutte climatique.

### L'Europe est trop dépendante de fluctuations de prix du pétrole qui lui échappent.

Observons d'Europe cette nouvelle scène pétrolière.

Rappel d'une évidence : les Européens ne sont pas invités à ce « grand jeu » qui se joue quelque part entre Riyad, Moscou, et désor-

mais Washington, de sorte que le prix du baril est une donnée totalement « exogène ». Pour la France, selon que le prix est au plus haut (aux alentours de 100 dollars il y a dix ans) ou au plus bas (sous les 50 dollars au milieu de la décennie), la facture d'importations de produits pétroliers varie de 40 milliards d'euros (1,5 % du PIB).

Certes, deuxième observation, la néopuissance énergétique américaine tire structurellement les prix vers le bas, offrant un « cadeau » massif aux grandes zones importatrices : la Chine et l'Europe. Mais la diplomatie américaine laisse également planer la menace de chocs de prix qui pourraient renchérir les importations de 1 à 2 % du PIB européen, sans possibilité de couverture d'un tel risque. La France a eu un aperçu de ses effets, la crise des « gilets jaunes » ayant surgi à la concomitance d'une montée de la fiscalité carbone et d'un sursaut du prix du pétrole.

Dernière observation : le Green Deal en cours d'élaboration par la Commission européenne trouve son fondement dans la lutte climatique ; mais son bénéfice sera aussi de s'abstraire d'une dépendance à une matière dont la géopolitique nous



échappe totalement. C'est également le mandat confié à la Convention citoyenne pour le climat : en proposant des mesures destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2030, les 150 citoyens qui nous représentent répondront à un enjeu tout autant environnemental que de sécurité collective pour la France.

**Patrice Geoffron** est professeur à l'université Paris-Dauphine, membre du Cercle des économistes.